



To: The Honourable Sean Fraser Minister of Justice and Attorney General of Canada

Re: Call for National Standards on Sexual Assault Evidence Kit Availability

February 9<sup>th</sup>, 2026

Dear Minister Fraser,

The National Council of Women of Canada (NCWC) writes to express deep concern regarding the inconsistent availability of Sexual Assault Evidence Kits (SAEKs), commonly known as rape kits, across Canadian hospitals and communities. As an organization committed to advancing the rights, health, and safety of women and all survivors of sexual violence, the NCWC urges the Government of Canada to take coordinated and immediate action to ensure universal, equitable access to these essential forensic tools.

NCWC policy emphasizes that universal access to SAEKs—supported by trained, trauma-informed health professionals—is vital to supporting survivors, upholding justice, and protecting the integrity of forensic evidence. Recent research shows that nearly 40 percent of Canadian hospitals either lack these kits or the qualified personnel needed to administer them. Survivors in rural, northern, and Indigenous communities face particular barriers, including long travel distances, limited staff capacity, and systemic inequities that delay or deter care. Reports in 2025 have further highlighted the impacts of institutional bias and stigma, particularly concerning race, gender identity, and substance use.

To address these urgent gaps, the NCWC calls upon the Government of Canada to work collaboratively across the Health and Women and Gender Equality portfolios to:

1. Establish national standards requiring all hospitals and health facilities to maintain SAEKs and ensure access to trained, trauma-informed staff.
2. Ensure equitable access in rural, remote, and northern regions through dedicated funding, workforce support, and telehealth resources.
3. Provide specialized training for nurses, physicians, and support staff to deliver care grounded in compassion, consent, and cultural safety.
4. Advance public education and institutional reform to confront discrimination and stigma within the survivor experience.

Every survivor of sexual violence—regardless of location or circumstance—deserves timely, judgment-free care and the ability to pursue justice with dignity. Guaranteeing universal, trauma-informed access to SAEs is both a health imperative and a cornerstone of a fair and compassionate justice system.

The NCWC stands ready to collaborate with the Government of Canada to develop sustainable, inclusive solutions that reflect Canada's commitments to equality, safety, and human rights.

Respectfully yours,

Penny Rankin  
NCWC President

Mica Daurie  
NCWC VP Health

[The National Council of Women of Canada](https://www.ncwc.ca/)

Cc

The Right Honourable Prime Minister Mark Carney  
The Honourable Marjorie Michel Minister of Health  
The Honourable Rechie Valdez Minister for Women and Gender Equality and Youth  
The Honourable Pierre Poilievre  
The Honourable Elizabeth May -Green Party  
The Honourable Yves-François Blanchet - Bloc Québécois

Aimee Falkenberg, President of the Canadian Forensic Nurses Association

*The National Council of Women of Canada (NCWC) works in the spirit of truth and reconciliation, acknowledging Canada is the traditional territory of Indigenous and Metis People.*

*We are grateful to join with others in peace and hope, advocating for an improved quality of life for women, children, families, and society.*

Le français suit

À : L'honorable Sean Fraser, ministre de la Justice et procureur général du Canada  
Objet : Appel à des normes nationales sur la disponibilité des trousseaux médico-légaux pour agressions sexuelles

Le 9 février 2026

Monsieur le Ministre Fraser,

Le Conseil national des femmes du Canada (CNFC) vous écrit pour exprimer une profonde préoccupation concernant la disponibilité inégale des trousseaux médico-légaux pour agressions sexuelles (TMLAS), communément appelées trousseaux pour viol, dans les hôpitaux et les communautés canadiennes. En tant qu'organisation dévouée à la défense des droits, de la santé et de la sécurité des femmes et de toutes les victimes d'agressions sexuelles, le CNFC exhorte le gouvernement du Canada à prendre des mesures coordonnées et immédiates pour garantir un accès universel et équitable à ces outils médico-légaux essentiels.

La politique du CNFC souligne que l'accès universel aux TMLAS – soutenu par des professionnels de la santé formés et sensibilisés aux traumatismes – est essentiel pour accompagner les victimes, garantir la justice et préserver l'intégrité des preuves médico-légaux. Des recherches récentes indiquent que près de 40 p. 100 des hôpitaux canadiens manquent soit de ces trousseaux, soit du personnel qualifié pour les utiliser. Les victimes en régions rurales, nordiques et autochtones font face à des obstacles particuliers, notamment de longues distances de déplacement, une capacité limitée du personnel et des inégalités systémiques qui retardent ou découragent les soins. Des rapports de 2025 ont en outre mis en lumière les impacts des biais institutionnels et de la stigmatisation, particulièrement en lien avec la race, l'identité de genre et l'usage de substances.

Pour combler ces lacunes urgentes, le CNFC invite le gouvernement du Canada à collaborer entre les portefeuilles de la Santé et des Femmes et de l'Égalité des genres afin de :

- Établir des normes nationales exigeant que tous les hôpitaux et établissements de santé maintiennent des TMLAS et assurent l'accès à du personnel formé et sensibilisé aux traumatismes.
- Garantir un accès équitable dans les régions rurales, éloignées et nordiques grâce à un financement dédié, un soutien à la main-d'œuvre et des ressources en télésanté.
- Offrir une formation spécialisée aux infirmières, médecins et au personnel de soutien pour prodiguer des soins fondés sur la compassion, le consentement et la sécurité culturelle.

- Promouvoir l'éducation publique et les réformes institutionnelles pour contrer la discrimination et la stigmatisation dans l'expérience des victimes.

Toute victime d'agression sexuelle – indépendamment de son lieu ou de ses circonstances – mérite des soins rapides, sans jugement, et la possibilité de poursuivre la justice avec dignité. Garantir un accès universel et sensibilisé aux traumatismes aux TMLAS est à la fois une priorité de santé et un pilier d'un système de justice équitable et compatissant.

Le CNFC est prêt à collaborer avec le gouvernement du Canada pour élaborer des solutions durables et inclusives reflétant les engagements du Canada envers l'égalité, la sécurité et les droits de la personne.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Penny Rankin  
Présidente, CNFC

Mica Daurie  
Vice-présidente Santé, CNFC

[Conseil national des femmes du Canada](#)

cc.

Le très honorable premier ministre Mark Carney

L'honorable Marjorie Michel, ministre de la Santé

L'honorable Rechie Valdez, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse

L'honorable Pierre Poilievre

L'honorable Elizabeth May – Parti vert

L'honorable Yves-François Blanchet – Bloc Québécois

Aimee Falkenberg, présidente de l'Association canadienne des infirmières médico-légales

*Le Conseil national des femmes du Canada (CNFC) œuvre dans l'esprit de la vérité et de la réconciliation, reconnaissant que le Canada est le territoire traditionnel des peuples autochtones et métis. Nous sommes reconnaissant·e·s de nous unir aux autres dans la paix et l'espoir, pour plaider en faveur d'une meilleure qualité de vie pour les femmes, les enfants, les familles et la société.*